

Exploiter des documents pour construire une synthèse de type dissertation

TRAVAIL À DEUX : confronter des sources et des points de vue

ÉLÈVE 1: La vision du gouvernement français, une vision politique

ÉLÈVE 2 : L'analyse d'un expert, une vision géopolitique

1^{er} temps : travail individuel

lecture et analyse des documents : prise d'informations sans questionnement

Trace écrite de forme libre

Objectif : poser le cadre, présenter les enjeux, les moyens et les limites

Par table les élèves n'ont pas le même point de vue

2^{ème} temps : travail à 2

Échanges et confrontation des points de vue

Objectif : aboutir à une **synthèse commune** sur le sujet qui mette en évidence que le débat est ouvert (2 points de vue différents)

3^{ème} temps : travail à 2

Échanges et confrontation des points de vue

Objectif : compléter le tableau en intégrant les bonnes expressions à la bonne place

AIDE :

INTRODUCTION :

Une accroche sur l'opération Barkhane

Questionner les mots-clefs du sujet :

Difficile

Terrorisme

Terme guerre appliqué à la lutte contre le terrorisme

Déploiement/opération extérieure

Formuler une problématique :

Vous devez vous placer du point de vue de la lutte contre le terrorisme

PLAN :

La (les) nature(s) du conflit et ses acteurs

Les moyens mis en œuvre avec quels objectifs

Les enjeux et les limites de cette « guerre »

CONCLUSION :

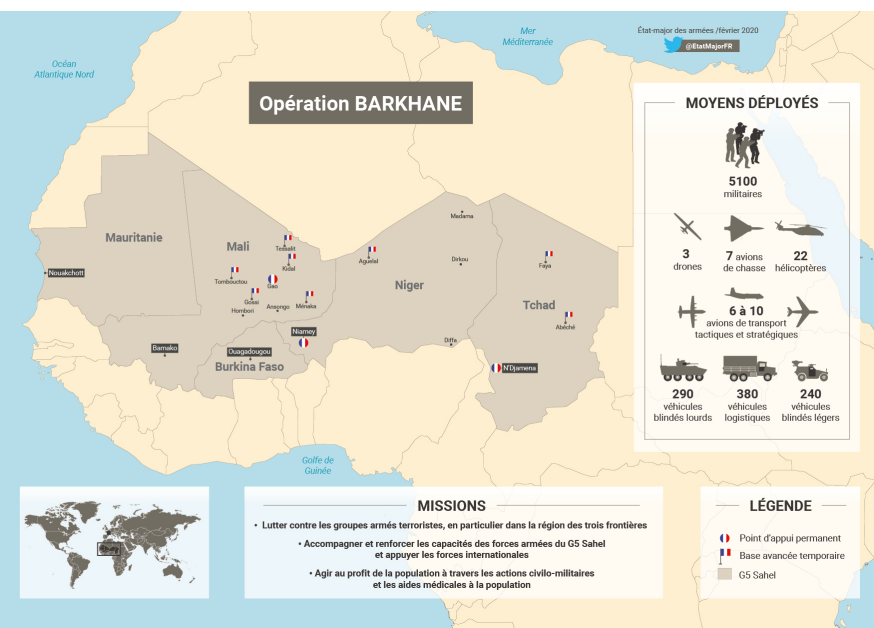
Reprendre la problématique en un point de vue global définitif

Élargir la façon de voir le problème

Suggérer des conséquences ou/et élargir le cadre du sujet

LA DIFFICILE « GUERRE CONTRE LE TERRORISME » : L'EXEMPLE DE L'OPÉRATION BARKHANE AU SAHEL, le plus important déploiement français en opération extérieure

Source <https://www.defense.gouv.fr/> 30/06/2020



LA STRATÉGIE SAHÉLIENNE DE LA FRANCE vise à ce que les États partenaires acquièrent la capacité, d'assurer leur sécurité de façon autonome. Elle repose sur une approche globale (politique, sécuritaire et de développement) dont le volet militaire est porté par l'opération Barkhane, conduite par les armées françaises.

L'OPÉRATION BARKHANE DEPUIS LE 1^{ER} AOÛT 2014

Le caractère transfrontalier de la menace terroriste, notamment lié à la nature désertique de la zone sahélienne, requiert d'agir dans une zone vaste comme l'Europe par une approche régionale pour traiter les ramifications de l'organisation terroriste et contrer des mouvements transfrontaliers dans la bande sahélo-saharienne.

Les objectifs :

- appuyer les forces armées des pays partenaires de la bande sahélo-saharienne (BSS) ;
- renforcer la coordination des moyens militaires internationaux ;
- empêcher la reconstitution de zones refuges terroristes dans la région.

Elle se fait en coopération avec :

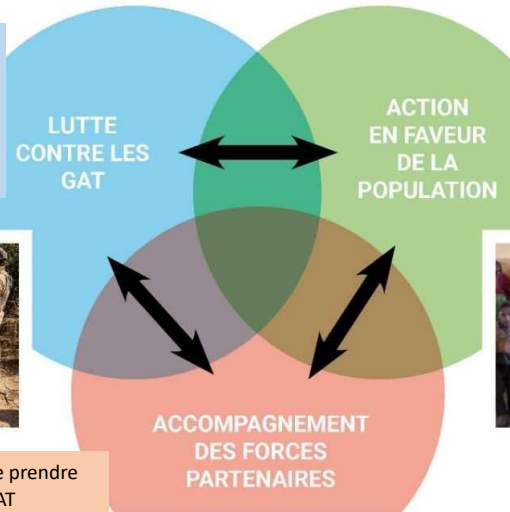
- La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), 12 000 hommes
- La Mission européenne de formation de l'armée malienne (EUTM Mali), 200 hommes



La mise en œuvre :

•entraver la liberté d'action des GAT en les privant de leurs moyens de combat

•démanteler leurs caches d'armement, de munitions, d'explosifs et de moyens de communication et détruire leurs moyens de communication



•encourager les populations à se tourner vers les armées partenaires pour assurer leur sécurité et réduire la capacité d'influence des GAT.

•créer les conditions du retour de l'État, des services publics et du développement

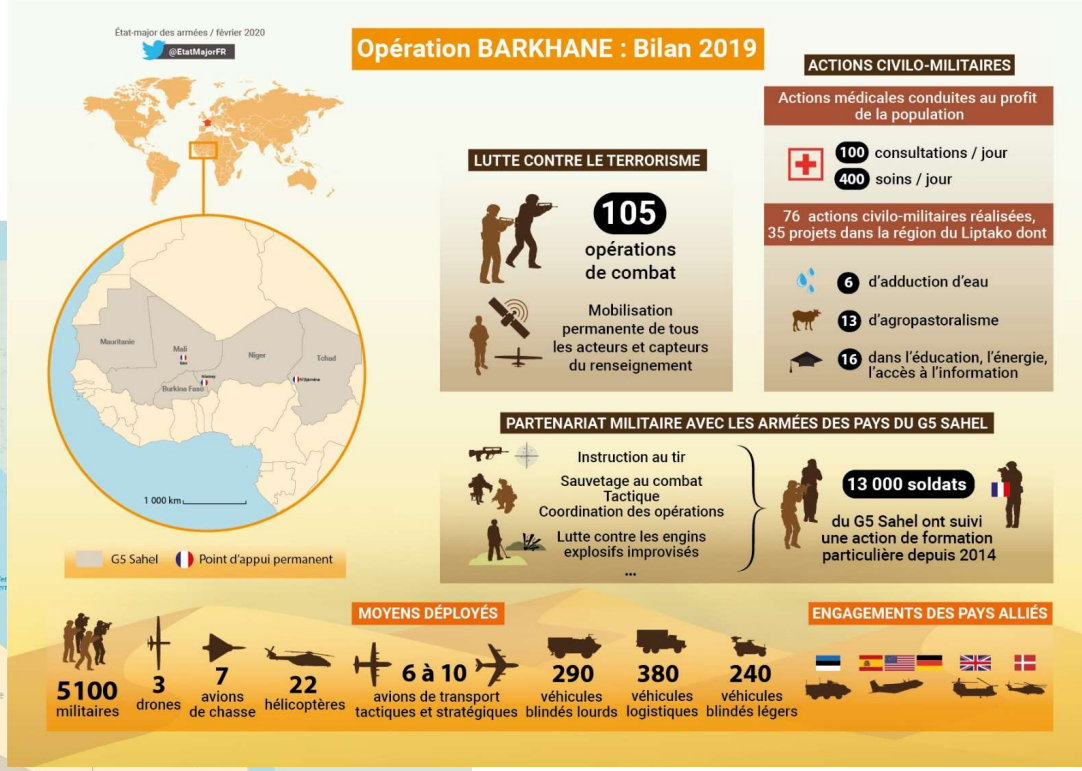
•apporter une aide directe à la population.



•permettre aux armées des pays du G5 de prendre l'ascendant de manière durable sur les GAT (montée en puissance et redéploiement)

•les former, les appuyer sur le terrain et les accompagner au combat.





58 militaires sont tombés dans l'exécution de leur mission, depuis le lancement de l'opération Barkhane.



« TERRORISME : ET SI L'ÉCHEC AFGHAN SE REPETAIT AU MALI**Le risque d'enlèvement des forces antiterroristes est aujourd'hui réel au Mali.**

[...] Bien que long et coûteux, l'engagement militaire dans le Sahel malien est pourtant, jusqu'à maintenant, incapable de juguler des tensions ancrées et irréductibles sur ce territoire. Les points communs entre le conflit qui touche aujourd'hui violemment le centre et le nord du Mali et la guerre en Afghanistan depuis 2001 sont nombreux.

En voulant rétablir de solides institutions étatiques dans ces États faillis, et la légitimité politique de gouvernements peu populaires, les forces intervenantes venues de l'étranger ont, au contraire, participé à une exacerbation des fragmentations ethniques et communautaires [...].

La volonté de « gagner les cœurs et les esprits »

Le Mali, tout comme l'Afghanistan auparavant, est des cas d'école d'une tendance observée depuis le début des années 2000 : en matière de résolution des conflits, la ligne est de plus en plus difficile à tracer entre ce qui relève d'un maintien de la paix traditionnel, non discriminant et universel, et ce qui s'apparente à de simples outils de politique étrangère utilisés par des États puissants au sein de l'ordre international.

Bien qu'anciennes et légitimement décriées, les stratégies dites « contre-insurrectionnelles » ont été réhabilitées comme modèle privilégié d'intervention lors de conflits. Elles font intervenir des acteurs aux capacités très asymétriques : d'un côté de puissants États et de l'autre, des groupes aux implantations localisées et peu dotés en ressources de combat.

Observées en Afghanistan d'abord puis au Mali, ces doctrines mêlent des activités civiles et militaires, et visent essentiellement à acquérir le soutien majoritaire des populations locales pour prendre le dessus sur l'adversaire désigné.

Comme l'objectif est d'exercer une forme de gouvernementalité sur un territoire, de gagner « les cœurs et les esprits », ces méthodes impliquent des coûts exorbitants pour les pays impliqués.

Assurer le maintien de l'ordre et l'entretien d'infrastructures défaillantes nécessite une mobilisation massive de ressources humaines, économiques ou logistiques. Le coût politique est tout aussi important. Ces interminables interventions militaires sont perçues comme des échecs par l'opinion publique des pays déployés, des guerres illégitimes et non reliées à des intérêts immédiats.

Voir suite

Suite**Sous-traitance douteuse**

Pour pallier un manque certain de ressources pouvant être mobilisées, les pays intervenants ont souvent adopté une même solution : ils ont délégué à d'autres les tâches qu'ils ne pouvaient assumer eux-mêmes. En Afghanistan et au Mali, ils ont notamment sous-traité des opérations de maintien de l'ordre à des groupes armés non étatiques, des milices définies selon des clivages communautaires, ethniques ou tribaux. Par ce mouvement décrit de « miliciarisation », des organisations armées souvent dénuées de toute légitimité politique au niveau national ont pu accéder à des ressources importantes.

Le problème est que les conflits sont des périodes de transformations des identités. Recruter des milices de cette manière a une influence réelle sur la durée et la gravité des hostilités.

En choisissant les groupes soutenus, et ceux exclus, les forces étrangères tracent arbitrairement des lignes entre les « bons » et les « méchants », les milices fréquentables et celles à combattre. Des tensions communautaires anciennes sont potentiellement réactivées.

De plus, comme les groupes recrutés tirent des ressources inédites de leurs nouvelles alliances, ils ont tendance à favoriser le maintien d'une zone grise entre un règlement complet du conflit et des hostilités ouvertes.

Une histoire qui se répète ?

L'Afghanistan a bien été un exemple cinglant de cette « miliciarisation ». [...] Cet exemple symbolique de l'échec des doctrines contre-insurrectionnelles n'a malheureusement pas entraîné leur abandon.

Au Mali[...] le résultat est là aussi une exacerbation des luttes intercommunautaires, désormais à leur paroxysme. Un règlement du conflit malien à court et moyen terme est aujourd'hui hors de propos, tant la logique militaire a pris le dessus sur une approche de résolution politique des différends.

Près de six ans après les premiers combats contre les groupes armés islamiques, la mission des soldats français n'est pas près de s'achever.

Repenser la construction de la paix

« Diviser pour mieux régner », disait l'adage. Mais gagner la guerre a peu de sens, si la paix qui lui succède est si fragile. Les pays intervenants ont finalement peu appris des erreurs passées. Ils n'ont pas pris conscience de la contradiction entre la volonté de stabiliser un espace et de créer des institutions stables, et la délégation de missions de maintien de l'ordre.

Les groupes armés ont des intérêts nécessairement éloignés de ceux des armées étrangères. Ils sont très difficilement contrôlables, même par les structures qui les financent et les arment. Leur démobilisation après les conflits est un enjeu de taille, trop mal gérée dans les cas afghans et maliens pour permettre un retour à la stabilité. Le risque de résurgence des violences augmente inéluctablement.

Aujourd'hui, tant l'Afghanistan que le Mali sont des échecs de luttes anti-insurrectionnelles, pour lesquelles la polarisation des identités empêche un règlement solide et durable des conflits.

Après 18 ans de guerre, les talibans semblent plus puissants que jamais, tandis que les tensions intercommunautaires déchirent toujours plus le Mali. Faisant plus de 130 morts parmi les civils, la terrible attaque du 23 mars dernier dans la région de Mopti est tragiquement venue nous rappeler le besoin urgent de repenser la construction de la paix. »

LES MOTS-CLEFS A EXPLOITER ET A RETENIR

	Conflits	Acteurs	Paix	Enjeux	Limites
TERRORISME					
ENLISEMENT					
FORCES ANTITERRORISTES					
TENSIONS	RESSOURCES			INSTITUTIONS STABLES	
CONFLIT	PAYS INTERVENANTS			DÉLÉGATION DE MISSIONS DE MAINTIEN	
GUERRE	SOUS-TRAITÉ			DE L'ORDRE.	
SOLIDES INSTITUTIONS ÉTATIQUES	OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE L'ORDRE			GROUPES ARMÉS	
ÉTATS FAILLIS	GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES			DÉMOBILISATION	
LÉGITIMITÉ POLITIQUE	CLIVAGES COMMUNAUTAIRES, ETHNIQUES OU TRIBAUX			STABILITÉ	
GOUVERNEMENTS PEU POPULAIRES	MILICES			RÉSURGENCE DES VIOLENCES	
FORCES INTERVENANTES VENUES DE L'ÉTRANGER	MILICARISATION			ÉCHECS DE LUTTES ANTI-	
FRAGMENTATIONS ETHNIQUES ET COMMUNAUTAIRES	FORCES ÉTRANGÈRES			INSURRECTIONNELLES	
RÉSOLUTION DES CONFLITS	TENSIONS COMMUNAUTAIRES RÉACTIVÉES.			POLARISATION DES IDENTITÉS	
MAINTIEN DE LA PAIX TRADITIONNEL, NON DISCRIMINANT ET	ZONE GRISE			RÈGLEMENT SOLIDE ET DURABLE DES	
UNIVERSEL	RÈGLEMENT COMPLET DU CONFLIT			CONFLITS.	
ÉTATS PUISSANTS	HOSTILITÉS OUVERTES			TENSIONS INTERCOMMUNAUTAIRES	
ORDRE INTERNATIONAL.	LUTTES INTERCOMMUNAUTAIRES			CIVILS	
STRATÉGIES DITES « CONTRE-INSURRECTIONNELLES »	RÈGLEMENT DU CONFLIT À COURT ET MOYEN TERME			GUERRE	
ASYMÉTRIQUES	LOGIQUE MILITAIRE			CONSTRUCTION DE LA PAIX	
DOCTRINES	RÉSOLUTION POLITIQUE DES DIFFÉRENDS				
POPULATIONS LOCALES	GROUPES ARMÉS ISLAMIQUES				
GOUVERNEMENTALITÉ	SOLDATS FRANÇAIS				
GAGNER « LES CŒURS ET LES ESPRITS »	CONSTRUCTION DE LA PAIX				
COÛTS EXORBITANTS	GAGNER LA GUERRE				
GUERRES ILLÉGITIMES	PAIX FRAGILE				
INTERMINABLES INTERVENTIONS MILITAIRES	PAYS INTERVENANTS				
SOUS-TRAITANCE DOUTEUSE	STABILISER UN ESPACE				

**Reproduisez le tableau
et placez les expressions
à la bonne place**